

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois..... 32 fr.	Six mois..... 48 fr.
Trois mois..... 16 fr.	Trois mois..... 24 fr.
Chèque postal. Forand: 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Les atrocités des Prisons Russes En fait de réalistes...

Le cri de détresse des ouvriers martyrisés

Nous avons publié lundi matin, une dépêche reçue la veille de Berlin, où l'on nous informait que le camp de concentration de Solovetzki avait été le théâtre d'horribles massacres.

La lettre que nous publions ci-dessous, donne certains détails sur la vie de nos malheureux camarades emprisonnés et de la cruauté bolcheviste à l'égard des révolutionnaires qui ne veulent pas se courber devant les idoles moscovites.

Les malheureuses victimes de toutes ces tortures sont pour la plupart des ouvriers ayant pris part, à Pétrograd, au mouvement gréviste du mois d'août dernier et qui furent pour cette seule cause exilés dans un pavillon isolé de Solovetzki.

Voici donc la copie de cette lettre que nous publions sans en changer un mot :

Nous venons de déclarer la grève de la faim pour la seconde fois. C'est le sixième jour que nous refusons toute nourriture ; nous endurons des cruautés inouïes de la part de nos geôliers ; nous ne demandons à nos tyrans que le traitement qu'un maître ne refuse à ses bêtes de somme ou à son chien enchaîné. A la moindre infraction aux règlements intérieurs, à la moindre plainte, les camarades communistes nous battent à coups de matraque, ces mêmes communistes qui font ici leur période de bague à tire de geôliers, pour des crimes de droit commun commis par eux, lorsqu'ils occupaient des postes importants.

Toutes sortes de tortures nous sont impunément infligées, jusqu'à nous mettre tout nus dans des cellules noires et froides pour vingt-quatre heures et davantage, afin que nous dénoncions les promoteurs de la grève de la faim et de la dernière plainte collective adressée au conseil exécutif central des Soviets, par l'intermédiaire de l'administration du camp de Solovetzki.

Deux de nos camarades, Khoujef et Salzépine sont malades, mutilés, leurs membres gelés, crachant le sang et attendant patiemment la mort. Ils furent battus durant trois jours consécutifs, lors de l'examen dans les bureaux du camp, pour la seule raison qu'ils avaient tenté de faire passer clandestinement des lettres à leurs parents, où ils priaient ces derniers de leur envoyer des vêtements chauds. Après l'examen, les camarades martyrisés et mutilés, Khoujef et Salzépine furent gardés tout nus, pendant huit jours, dans une cellule froide.

Pas une seule inspection de jour ou de nuit ne se passe sans que l'un ou l'autre des détenus soit frappé au visage. Nous nous réveillons chaque matin avec la lourde conscience des souffrances inévitables et d'abus de la part des geôliers, toujours terribles et brutaux. L'indignité et le cynisme de l'administration du camp dépassent toutes les bornes. Elle regarde tranquillement quand les geôliers déversent la nourriture brûlante à la figure des camarades affaiblis qui, à cause du jeûne prolongé, n'ont pas la force de repousser la bourse qu'on veut, de force, leur faire avaler, et qui porte ici le nom de soupe. Aujourd'hui on a donné ordre d'arrêter le chauffage du pavillon, après pour nous forcer à cesser la grève de la faim. Sachez-le, chers camarades, nous préférons la mort à ces souffrances morales et physiques. Si vous êtes en état de nous aider, hâtez-vous, avant qu'il soit trop tard !

D'autre part, le groupement de défense des révolutionnaires emprisonnés en Russie nous fait parvenir la note suivante relative aux derniers événements des îles Solovetzki.

On nous communique que les abus semblent avoir atteint aux îles Solovetzki un tel degré de brutalité, que d'après les nouvelles reçues, une commission spéciale du conseil exécutif central des Soviets a été envoyée sur les lieux pour enquêter. Nous ne connaissons pas les résultats de cette enquête, mais nous pouvons facilement nous figurer la haine que les geôliers nourrissent à l'égard de ceux qui ont pu forcer l'autorité suprême de la Russie communiste à venir tout au moins enquêter, haine qui leur aura inspiré une revanche sanguinaire sur les malheureux ouvriers grévistes.

Le résultat est là, horrible dans sa nudité brutale. Un télégramme de nos camarades russes nous a fait savoir qu'il y a un nombre de blessés et de tués parmi les détenus politiques des îles Solovetzki. Ces détenus, nous en avons la certitude, auront

appuyé de tout leur dévouement leurs camarades ouvriers qui, exerçant leur droit le plus sacré, avaient déclaré la grève du travail à Pétrograd, et la grève de la faim dans leur pavillon solitaire de l'île du Diable du Communisme russe.

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés.

Ainsi dans la Russie libre des Soviets, non content d'emprisonner, l'on assassine officiellement dans les geôles, des hommes dont toute la vie fut un sacrifice à la cause révolutionnaire.

Ce que jamais n'osa faire le plus réactionnaire des gouvernements tsaristes, — expédier aux îles Solovetzki des prisonniers, même de droit commun — nos communistes s'en sentent, eux, le triste courage.

Jamais, nous l'affirmons, depuis Ivan le Terrible, qui avait fait construire le monastère pour y exiler les courtisans qui n'étaient plus en faveur à la cour, jamais l'on n'envoya là-bas quelqu'un pour y purger une peine.

Mais le gouvernement prolétarien ne regarde pas à une infamie près.

Il y a à Moscou, un représentant de la C.G.T.U. Que fait Herclat auprès du gouvernement des Soviets ?

Chaque jour, nous tiendrons nos camarades et le public, au courant de la triste réalité, et nous dévoilerons toutes les monstruosités qui se commettent sous le couvert de la dictature du prolétariat.

Nous comprenons maintenant le silence complice de l'Humanité, que comme nous, a connaissance des faits que nous étalons au grand jour.

Le prolétariat organisé n'imposera-t-il pas à ses organisations, représentées à Moscou, de faire la lumière, toute la lumière sur ce qui se passe en Russie ?

Par un simple sentiment d'humanité, nous espérons qu'il entendra la voix de ceux qui des mers glaciales, jettent un appel si émouvant et attendent, de l'action extérieure, s'il n'est pas déjà trop tard, la liberté et la vie.

POUR RÉPONDRE AUX DIFFAMATEURS

Les livres du "Libertaire" sont à la disposition de tous

Nous avons beau être cuirassés contre les saletés de l'Action Française tout de même nous n'avons pu hier matin nous empêcher de sursauter — encore ! — d'indignation, en lisant ces lignes de Léon Daudet :

... Il est de notoriété courante, dans les milieux de police, que c'est Marlier qui fait les fonds du "Libertaire" quotidien — devenu quotidien depuis l'assassinat de Philippe — et qui a organisé une tuerie récente, jusqu'ici demeurée inexpliquée.

Tous les copains qui ont versé péniblement leurs cent francs à la souscription pour le Libertaire Quotidien, les ouvriers qui continuent à économiser sur leur maigre salaire pour prendre une part d'obligation afin de soutenir l'œuvre hardiment entreprise, les amis du Conseil d'Administration qui savent nos difficultés et notre angoisse pour un lendemain qui — hélas ! — n'a rien de ferme, tous ces dévoués qui ont voulu et ne cessent de vouloir leur quotidien anarchiste, coûte que coûte, mais en dehors de toute compromission quelle qu'elle soit, comme ils doivent, en lisant de telles ignominies, crisper leurs poings, et se dire : « Tout, tout, mais pas ça... Dites tout ce que vous voudrez de nous, mais laissez-nous cette sincérité qui fait de nous des pauvres ».

Tranquillisez-vous, camarades. Nous pouvons répondre ce que ni Léon Daudet, ni ses complices en diffamation de l'Humanité, ne peuvent et ne pourront jamais nous répondre :

« Venez vérifier les livres de comptabilité du Libertaire. Ils sont à votre disposition. Et vous verrez d'où vient l'argent, le rare argent, avec lequel, tant bien que mal, nous assurons la publication quotidienne de notre Libertaire ».

Si les gens de l'Action Française et de l'Humanité veulent satisfaire leur curiosité, ils peuvent y venir. Nous ne craignons rien et nous les assurons que, pour cette fois, ils n'auront rien à craindre, en venant dans nos bureaux.

Nous les attendons.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL UNITAIRE
UNION DES SYNDICATS OUVRIERS DU DEPARTEMENT DE LA SEINE

Une manifestation populaire monstre

sera dans un très bref délai organisée par la C.G.T.U. et l'U.D. Unitaire de la Seine pour protester

Contre le pain à 25 sous !
Contre les 7 milliards d'impôts nouveaux !
Ouvriers, employés, fonctionnaires, tenez-vous prêts à répondre immédiatement à l'appel qui vous sera fait.

Des affiches, des tracts, les journaux ouvriers, donneront l'heure, le lieu, où au jour fixé, le prolétariat de Paris devra être présent.

A bas le pain à 25 sous !

A bas les 7 milliards d'impôts !

A bas les décrets-lois !

On rencontre un très grand nombre relativement parlant — de camarades préparés à accomplir toutes sortes de réalisations... extérieures, prêts à entrer en lutte avec l'autorité, même sous son aspect le plus brutal ; prêts à s'unir avec des compagnons d'idées pour manifester dans la rue à l'occasion de quelque iniquité dont l'outrance dépasse la mesure à laquelle on est habitué. Rien ne leur coûte. Rien ne les arrête. S'agit-il d'un nouveau groupe à créer, d'une cotisation à augmenter, d'une souscription à envoyer, ils sont là. Demandez-leur leur concours pour distribuer des tracts, vendre les feuilles que nous aimons sur la voie publique, faire connaître les réunions ou les meetings, ils répondent à l'appel, et les premiers. Leurs poches sont toujours bourrées d'inventus, de brochures qu'ils sont disposés à distribuer au premier passant dont la figure leur revient à l'esprit, à laisser sur la banquette d'un autobus, à glisser dans une boîte à lettres. Ce sont eux qui collent des papillons partout où ils le peuvent, de nuit comme de jour ; vendent les journaux dans les assemblées, et les dimanches d'été, quand il y a une promenade, vont tenir de petites réunions en plein air dans les villages voisins du lieu de rendez-vous. Ces camarades-là, que je voudrais voir mille fois plus nombreux qu'ils ne sont nous consolent de tant de lâchetés, de tant de pusillanimités, de tant d'indifférences dont nous sommes les témoins.

Mais toute cette activité n'est qu'un aspect du réalisme anarchiste. Il y en a un autre qui ne demande aucune mise en scène, qui ne place pas en vedette celui qui le pratique — et dont la portée, néanmoins, est plus profonde et mène à des résultats plus immédiats que le réalisme à grand orchestre. Certes, la vie est le plus précieux des biens que possède l'humaine unité et celui qui risque ce bien unique pour faire réussir la réalisation d'une idée qui lui est chère, ou empêcher un tyran de nuire plus longtemps, montre un courage ou une résolution qu'on ne peut contester — même quand on n'approuve pas le geste commis, ou qu'il vous semble par trop résulter de l'influence ambiante. Mais il y a une autre chose, en fait de réalisations, que donner toute sa vie, d'un seul coup. Il y a un autre réalisme que le réalisme... extérieur.

On peut, en effet, accepter cérébralement une doctrine, une idée, une opinion et ne se l'assimiler que de cette façon-là. On peut être le propagandiste, le militant convaincu, ardent, désintéressé d'une conception de la vie — souffrir à cause de cette propagande — et n'être qu'un réalisateur très médiocre dans les détails de l'existence journalière.

Le « militant » anarchiste perd beaucoup de sa valeur, qui a conservé tout ou partie des préjugés ou des manières de penser ou de juger dominant chez les anarchistes. Qu'importe toute cette exubérance, toute cette luxuriance, toute cette productivité si « l'anarchiste » ou elles débordent augmentent ou accablent chez ses compagnons le fardeau de la douleur qu'on éprouve à vivre — antiautoritaire — dans un milieu social basé, fondé sur l'autorité. Qu'importe le parler éloquent et l'écrier fleuri si on trouve chez le paroleur ou chez l'écrivain la dureté de cœur, la rancoeur, l'envie, la suffisance, le désir de causer de la peine à ses camarades, le plaisir de jouir de leurs souffrances. Qu'importe une assidue notoire aux réunions du groupe, si — hors du groupe — l'assidue se montre jaloux ou méchant, l'assidue coquette ou cruelle. Qu'importe le plus beau distributeur de tracts, si dans ses rapports avec ses camarades il se montre hypocrite, insincère, ou juge ses amis avec l'esprit d'un polémiste de gazette bourgeoise. Qu'importe la compagnie la plus potasseuse de bouquins qui se puisse trouver, si elle se conduit vis-à-vis de ceux qu'elle fréquente comme la première commerçante ou petite bourgeoise venue.

Réalistes pour l'intérieur... Parfait. A la vérité, un compagnon anarchiste peut-il être autre chose que cela ? Mais on demande que ce réalisme du dehors se complète par un réalisme du dedans — un réalisme à la maison, un réalisme à l'égard de ceux qui font route avec vous plus ou moins longtemps — vis-à-vis de vos compagnons de combat pour l'émancipation de l'individu. Et croyez-moi, c'est le réalisme du dedans le plus difficile.

E. ARMAND.

Honte à la France du Droit !

Depuis plus de cinq ans, le hideux massacre a pris officiellement fin et, dans les bagnes militaires, souffrent toujours ceux dont le seul crime fut de ne pas vouloir tuer.

Partout, même dans les pays vaincus, tous les condamnés politiques et militaires, tous les déserteurs, tous les insoumis sont amnistiés depuis plusieurs années ; seule, la France — la grande victorieuse — continue à martyriser dans ses « Biribis » les meilleurs de ses enfants !

Les généraux assassins de Flibrey, les officiers criminels de Souain et d'ailleurs, les politiciens tripoteurs, tous ceux qui ont ramassé des fortunes dans l'orgie sanglante crèvent d'honneurs et de luxe, tandis que, victimes de la fétide ambiance créée par la Guerre maudite, les fils du Peuple souffrent et meurent dans les tortures et les privations.

Quel scandale et quelle honte !...

Dans les centrales, dans les bagnes agonisent plus de cent mille pauvres êtres, condamnés souvent à des peines effroyables pour des délits anodins ou pour des faits qualifiés crimes par une Société qui les crée.

A tous ceux qui pensent,

A tous ceux qui travaillent,

A tous ceux qui souffrent.

NOUS DISONS :

Ne croyez-vous pas qu'il est temps de rendre à tous ces infortunés un peu d'espoir et de vie ?

Rester indifférent est criminel. Pour affirmer votre volonté

D'AMNISTIE INTÉGRALE

Venez en foule au

Grand Meeting de ce soir

à 20 heures 30

28, rue Danton, Salle des Sociétés Savantes, 28, rue Danton

Prendront la parole :

Colomer, Fister, Le Meillour, Georges Pioch

Nota. — Participation aux frais : UN FRANC.

Un qui mourra avant peu si on ne parvient à le libérer

Le 14 juillet 1922 dans la matinée, à l'angle de l'Avenue Marigny et de l'Avenue des Champs-Élysées, tandis que, de retour de la revue, défilait le cortège présidentiel, claquait, strident, dans l'air violent, deux coups de feu.

Un grand jeune homme long et maigre avait tiré, du bord du trottoir sans rien toucher que le corsage de sa voisine.

D'un geste rapide et rude, un agent cycliste, un colosse puissant, lui envoya son vélo dans les flancs ; Eouvet chancela et tomba alors que la mascarade suit son chemin.

Bouvet-Juvenis, vous le rappelez-vous, camarades, avec ses yeux brillants, ses traits tirés par la fièvre, ses joues creuses, sa poitrine étriée !

Bouvet passa son enfance dans la paisible ville d'Angers au foyer calme de deux de ses tantes affectueuses et bonnes.

N'a-t-il pas à tous les instants le souvenir d'un petit garçon tranquille et doux, vivant sur lui-même, pitoyable à toutes les misères, enclin non point au bruit des jeux et des querelles mais à la réflexion et à l'observation. Le coup, dont il avait eu à 15 mois beaucoup de peine à se relever, avait fait de lui un être chétif, malingre, de telle sorte qu'il souffrit de la brusquerie des enfants de son âge, s'éloigna de l'école pour éviter les brimades et quittant Angers il vint à Paris pour « faire œuvre utile » et retrouver « ses parents ».

Il est ballotté avec sa famille de Paris en province, de province à Paris. Apprenti graveur il se prend d'affection pour celui qui lui enseigne son métier d'artiste ; il perd bientôt cet ami qui meurt brusquement et le voilà — son père étant mobilisé — sans soutien, sans emploi.

Les affres d'une vie de famille précaire ayant miné encore sa santé, il est hospitalisé à Tenon.

A sa sortie, il rentre à Angers ; il y retrouve l'affection de ses tantes et la tranquillité relative.

Employé comme peintre en usine, chez Bessonneau je crois, il va être frappé des conditions misérables faites au Travail ; il entre alors dans la mêlée sociale et milite dans l'organisation syndicale. C'est là que se développent ses relations avec les camarades de Trélazé qu'il doit ses relations anarchistes du moment ; par la suite la philosophie et les réalisations individualistes ne cessent de l'intéresser et il part pour Bascon afin de se rendre compte des résultats obtenus par la colonie individualiste et végétarienne.

Deux fois condamné, après la guerre, pour infractions aux lois scélérates il sortait à peine du quartier politique de la Santé pour entrer dès le 15 juillet 1922 au droit commun.

Il fut condamné le 8 janvier 1923 par la Cour d'Assises de la Seine à 5 ans de travaux forcés.

Non seulement les petits condisciples de

Bouvet l'ont brimé mais encore les hommes et aussi la maladie et la vie ; c'est un grand meurtrier mais qui a l'esprit clair. Arrêté il a dit : « Je n'ai qu'une voix comme citoyen : j'ai trouvé que ce n'est pas assez, j'ai voulu faire une protestation contre la guerre ».

Bouvet était enclin à l'analyse du monde sensible, sa protestation a été surtout l'expression de son individualité affective, de sa révolte affective.

Il n'a jamais songé à être un moment de la conscience collective, cela n'était pas de sa nature, aussi n'a-t-il jamais été compris par un grand nombre de camarades : il n'a laissé dans leur esprit que le souvenir d'un grand garçon physiquement faible, flétri, raisonnable.

Il était surtout individualiste et doux. Sa condamnation pèse sur lui d'un poids doublement lourd en raison de sa faiblesse. Bien que sa peine ait été commuée en celle de réclusion c'est pour lui la Mort si les portes de la prison ne s'ouvrent pas.

Camarades, un bon coup d'épaule pour rendre la liberté et la vie à Bouvet, à celui qui fut condamné par un verdict implacable pour un acte individuel qui n'a pas fait couler une goutte de sang.

Marcel LETRANGE

Le Garde des Sceaux devra prendre cette mesure de justice

Rien n'est changé dans la situation de Jeanne Morand et dans celle de sa mère.

La mère est toujours clouée sur son lit ; il est à craindre qu'elle ne s'en relève point.

La fille se voit refuser sa suspension de peine et aussi l'autorisation de se rendre quelques minutes auprès de sa maman.

Nous ne trouvons plus aucune parole pour nous élever contre la canaillerie sans nom dont deux femmes pâtissent sans raison. Nous attendons que la presse, à laquelle nous faisons appel hier, manifeste, elle, son indignation contre de tels procédés de torture. De nombreux journaux nous l'ont promis. Patientons !

Patiente aussi, toi, pauvre Jeanne ! Il ne se peut pas que le poids de l'existence s'appesantisse longtemps ainsi sur tes faibles épaules.

Patiente ! D'autres que nous vont venir à ton secours et tu pourras aller, toi, à celui de ta chère maman.

Réminiscences

Ce n'est pas souvent que les nécessités quotidiennes et la précipitation des événements, nous permettent de nous arrêter, et de jeter un regard en arrière. Mieux vaut poursuivre sa route, en butte à toutes les obstructions, faire les vivants efforts, travailler pour la beauté et le bonheur présents, que de s'appesantir sur les faits passés et de se consumer en de stériles regrets. Mais il est quelquefois d'évoquer ceux de nos amis, tombés dans l'inévitable bataille de la vie, et que nous avons dû laisser en chemin.

Voici un an, Harman, le petit Harman, comme dit Colomer, était trouvé sur son lit, tué d'une balle au cœur. Et ce fut parmi tous ceux qui le connaissaient, un mouvement de stupeur désolée à la connaissance du tragique événement, que rien dans ses actions précédentes ne semblait faire pressentir. Mais c'est aussi que presque tous ceux qui furent en relations avec lui ne purent que constater, avec un peu de pensée, car, militant actif, il ne laissait d'ordinaire rien transparaître de ses douleurs intimes et de ses découragements.

A une époque où l'on prêche le culte de l'énergie et de la force, alors que la jeunesse universitaire, littéraire et prolétaire semble suivre respectivement (et respectueusement) MM. Maurras, H. de Montherlant, et — hélas ! — Henri Paté, alors que les jeunes de toutes conditions et de toutes classes semblent ne respirer que l'amour de la force brutale et de la discipline rigide, peut-être n'est-il pas inutile de montrer qu'il est des jeunes qui essaient encore de développer leur énergie, leur volonté, leur intelligence, leur sens critique, et qui, plutôt que de suivre aveuglément des chefs de parti ou d'école, tentent de se réaliser eux-mêmes.

Certes, Harman était de ceux-là : depuis qu'il avait atteint l'âge où le cerveau ne se contente plus d'enregistrer, il s'était efforcé d'avoir des opinions originales — et combien pourtant il est difficile de n'être pas le disciple de quelqu'un — aussi bien en philosophie qu'en science et dans l'action pratique. Et pour cela, de bonne heure, il pratiqua l'autodidactisme. Son esprit curieux et chercheur s'étendit à tous les domaines scientifiques, artistiques et littéraires et le fit bénéficier d'un assez fort bagage intellectuel. A 18 ans, il fit une conférence-promenade sous l'égide de « Art et Science » sur le Vieux-Paris aux environs de l'Imprimerie Nationale.

Ce n'est qu'à la suite de ses propres expériences et de ses conclusions personnelles qu'il vint au mouvement libéral et ne tarda pas à s'y faire remarquer par l'activité fougueuse qu'il dépensa au service de la propagande.

Trop épris d'indépendance pour subir, même fort atténuée, la tutelle et l'emprise morale de la famille, il vécut un certain temps à la façon des démodés bohèmes. Et, si par sa pitié quotidienne précaire et certains jours, purement idéale, il se rapprochait des fiers artistes du club des Hydropathes, il évocait de plus, par l'aspect général de sa silhouette, et ses poches continuellement bourrées de bouquins hétéroclites, le souvenir du Collino de Murger.

Mais il eut, sur ces artistes, la supériorité de ne pas chercher à vivre de son art. Lui aussi, travaillé par sa sentimentalité inquiète fit de beaux poèmes, des cris d'amour et de douleur, mais il eut la pudeur de le garder entre lui et les personnes auxquelles ils étaient destinés, la fierté de dévorer sa douleur en silence, la force de vouloir la surmonter seul.

Les multiples occupations que lui donna son rôle actif, l'empêchèrent de continuer d'une façon suivie sa paisible profession de libraire, et il se fit maçon et livreur, pour pouvoir lâcher et reprendre ses emplois plus facilement.

Il assumait les fonctions de secrétaire de la Jeunesse Anarchiste et fit connaître à celle-ci une période de prospérité intellectuelle et de vie intense. Il fit lui-même des conférences sur des sujets multiples tels que : Fourier et le Fourierisme, les bibliothèques publiques de Paris, la mémoire, la volonté, etc., qu'il donnait à la J. A. et dans divers groupements anarchistes ou syndicalistes.

Il fut aussi le délicieux diseur de la Muse Rouge, que tous les copains connaissent. Qui ne se rappelle notre ami quand il contait plaisamment : « On va photographier Bébé » ou « Le Hareng Saur », ou bien, avec une émotion ironique interprétée « Les Petits Termes » et tant d'autres œuvres auxquelles il donnait un regain d'intérêt par sa compréhension si personnelle.

Il haïssait profondément l'armée et ne pouvait même supporter la vue d'un uniforme sans manifester son indignation. Après avoir été ajourné deux fois pour faiblesse de constitution, maladie de cœur et myopie aigüe, il fut, bien que son état physique ne se fût pas amélioré, pris une troisième fois et reconnu bon pour le service armé. Il ne devait jamais revêtir l'uniforme des soldats du Droit, de la Justice, etc., car trois mois après, il était mort.

Pour satisfaire les nobles protecteurs du très noble Chassigneux, futur directeur de la « Streté Nationale », qui virent à ce fait une participation allemande, j'ajouterai que, l'une de ses dernières lectures, sinon la dernière, fut Werther.

HEYMERR.

Lénine et Malatesta

Notre bon camarade, le vieux et toujours combattif militant Errico Malatesta fait paraître à Rome une revue : *Pensée et Volonté*. A propos de la mort de Lénine, il écrit :

DEUIL OU REJOISSANCE ?

Lénine est mort. Nous pouvons lui vouer cette espèce d'adoration presque forcée que savent se mériter tous les grands hommes, même ceux qui furent des hallucinés ou des oppresseurs qui laisseront une trace dans l'histoire, tels que : Alexandre, César, Loyola, Cromwell, Robespierre, Napoléon.

Mais nous savons qu'il fut, malgré même ses bonnes intentions, un tyran, qu'il étouffa la révolution russe.

Et nous qui ne pûmes l'aimer de son vivant, ne pouvons pleurer sur sa mort. Lénine n'est plus. Vive la liberté !

E. MALATESTA.

La propagande à faire contre la guerre qui revient

On ne stigmatisera jamais assez ce vieux... machin de général Bruneau qui est en partie responsable de la « prochaine dernière guerre », grâce aux vers stupides à l'usage des jeunes enfants qu'il a fait imprimer sous des caricatures de meurtre que « Toto de Mémilumuche » ne désavouerait pas. Ne pouvant plus se servir de son épée, ce vieux guerrier d'opérette a pris son porte-plume et, bien péniblement, a accouché des horreurs suivantes que nous reproduisons pour la troisième fois, pour ceux qui ne les auraient pas encore lues et qu'il est de notre devoir d'éclairer et de mettre en garde contre la prochaine « casse » :

Refrain

Pour faire un trou sanglant dans les rangs ennemis,
Rien ne vaut la grande fourchette !
Pas un coup de fusil, enfants, c'est bien compris !

En avant, à la baïonnette !
Tuons ! Tuons ! Tuons ! Rassassions de chair
La baïonnette carnivore !
Le sang rougit, le ciel bleuit son acier clair.
La baïonnette est tricolore !

Voici le chef-d'œuvre de cet illustre Ronchonnot qui n'a dû lancer ses vaillantes troupes à l'assaut qu'au cours d'exercices de « service en campagne » organisés aux environs de Limoges ou en pleine brousse bretonne : au camp de Coëtquidan, par exemple.

Un tel énergumène serait mûr pour Ville-Evrard, avec le régime des douches et de la camisole de force, s'il n'exerçait pas la détestable profession de « militaire de carrière », ce qui peut expliquer, dans une certaine mesure, son goût très prononcé pour le couteau, la baïonnette, en un mot, pour le meurtre, sous toutes ses formes, et le sang.

Ce vilain monsieur — peut-être est-il, à l'heure où j'écris ces lignes, tout à fait gâteux, la publication des vers qu'il a fabriqués est une preuve de dégénérescence — ce vilain monsieur est un sinistre vampire qui trouve probablement que le sang de quinze millions d'hommes, c'est peu, bien peu, trop peu.

Aussi, souhailait-il qu'un nouveau massacre couvrit à jamais sur le sol des millions de jeunes gens pour la gloire et l'honneur du Drapeau.

Que devrions-nous faire pour combattre efficacement les agissements de ce Bruneau et de tous les nationalistes de sa clique ?

Je l'ai dit dans un récent numéro du *Libertaire* : faire une propagande incessante contre ce fléau : la guerre. A mon avis, non seulement il serait nécessaire de posséder un journal antiguerrillier, consacré exclusivement à la propagande anti-guerrière, il faudrait encore organiser sans arrêt de vastes tournées de conférences contre le traître possible de cette calamité : la guerre.

Dans chaque département, on pourrait trouver des hommes de bonne volonté qui ne demanderaient qu'à mieux que de se consacrer exclusivement à cette tâche de visiter les moindres bourgades de leur département et d'y donner des conférences. Je crois que cela serait possible et donnerait des résultats féconds, à condition, toutefois que cette propagande soit faite méthodiquement.

J'ai souligné le mot *exclusivement* avec intention. Car la propagande contre la guerre, faite sérieusement, devrait à mon sens, absorber tous les efforts de ceux qui, délibérément, se consacraient à cette tâche.

Qu'on songe qu'il existe encore en France des millions de gens qui, sans désirer la guerre, seraient tout prêts à la subir, le cas échéant.

Nos militants anti-guerriers pourraient dessiller leurs yeux et discuter du meilleur moyen d'empêcher la guerre qui revient.

Lucien LEAUTE.

Le « terrassier » du P.C.

Chacun fait ce qu'il peut. L'*Action Française* avait organisé une mirifique souscription appelée « la part du combattant ».

L'*Humanité*, à son tour, lance une souscription afin de trouver « deux millions pour le parti ».

Quelqu'un qui est « bien placé » nous assure que la souscription sera comme l'emprunt organisé l'année dernière. La grosse partie de l'argent est fournie par la maison mère, et publiée sous les noms des « très sûrs » et autres hommes de confiance. Car les hideux et leurs oboles sont de plus en plus rares.

Et puis, il y a les petits trucs pour aller chercher les hésitants. Hier, par exemple, l'*Humanité* publie « l'Opinion d'un Ouvrier », en première page, s'il vous plaît.

La chose est tellement rare dans le parti des masses que cela vaut presque un éditorial. Ce serait bien le diable, après tout, que « l'élite du prolétariat » ne trouve pas d'authentiques prolétaires pour relever le prestige de la maison, rudement compromis par les ouvriers d'opérette du comité directeur.

Eh oui, le quotidien bolcheviste a « dégoté » un oiseau rare caché sous des initiales, en grande banlieue. C'est un terrassier modèle, qui a trouvé le moyen, en 1923, de verser 2.000 francs à l'emprunt du parti. Et il fait abandon, pour la souscription actuelle, des intérêts de ce petit capital.

Si après cette touchante histoire les francs ne vont pas grossir les roubles dans l'escarcelle du « dessinateur » Souvarine, c'est à désespérer des croyants qui vont à la « butte » tous les matins.

M'est avis que si « l'Opinion d'un ouvrier » est bonne pour pousser à la souscription, ils ne seraient pas mauvais que les intéressés donnassent l'exemple.

Si un terrassier fournit 2.000 francs sur son maigre salaire, les députés, avocats, patrons, négociants, permanents à 1.500 ou 2.000, et autres privilégiés du parti, peuvent en lâcher davantage. Ils sont bien un millier ayant la possibilité financière de faire le geste du terrassier.

Voilà les deux millions trouvés, à condition que les richards du communisme intégral se déguisent en terrassiers.

SPARTACUS.

A PROPOS D'UN FAIT DIVERS

Une voix de femme crie un appel à la révolte

...Il y a quelques jours, dans la rubrique des faits divers du *Petit Parisien* et de *l'Humanité* on pouvait lire :

Suicide. Hier matin, à Clamart, dans une crise de paludisme, M. Roger Mautry, vingt-deux ans, a tenté de mettre fin à ses jours, en se tirant une balle de revolver dans la région du cœur. Il a été transporté à l'hôpital de Vaugrard.

Les lecteurs de ces journaux ont parcouru ce laconique entrefilet, sans se douter, sans même pressentir la somme de souffrances que révèle un tel geste.

Ce jeune homme est mon frère. Incorporé de la classe 1922, il fut, après quelques mois passés à Strasbourg, envoyé en Orient, à Beyrouth. Là, il contracta les fièvres paludéennes et la dysenterie. Rapatrié après huit mois d'occupation syrienne, il fut hospitalisé pendant quinze jours à Marseille. Il vint ensuite terminer son service à l'Ecole militaire.

Depuis sa libération, il est dans l'incapacité physique de gagner son pain. A une demande d'hospitalisation qu'il fit à la Place de Paris, il lui fut répondu qu'après avoir il devait se faire réformer.

D'attente en attente, le mal devint si aigu, que désespéré, ne pouvant se résigner à vivre semblablement, il a préféré accomplir le geste suprême, qui devait le soustraire à toute souffrance.

...Et c'est maintenant que j'exposerai les réflexions que me suggèrent et cet acte, et ma douleur de sœur.

...J'accuse les maîtres du pouvoir d'être des assassins ! Ils sont des milliers, les malheureux, qui comme mon pauvre frère, sont partis dans les boues infâmes que sont leurs casernes, sains de corps et d'esprit et sont revenus de lamentables loques.

Ainsi, tous les jours, soieusement, cyniquement on assassine des hommes. Pour le profit de quelques forbans capitalistes, dont les poches ne sont pas assez remplies, on tue chaque année toute une génération d'êtres jeunes qui ne demandent qu'à vivre et à aimer !

...Mais pourtant, misérables bandits, si un jour vos victimes, au lieu de diriger leurs armes contre eux-mêmes osaient aller vous demander des comptes ?

Et vous, les mères, dont les fils sont morts « au champ d'honneur », pourquoi n'avez-vous pas châtié les coupables ? Vous qui avez peiné, souffert pendant vingt ans pour en faire des hommes, pourquoi avez-vous le triste courage de les imposer à la « Mère Patrie » qui se nourrit de leur chair et de leur sang. O lâcheté, que ton pouvoir est grand !

Alors, les mamans, les sœurs et les amantes, quand cesserez-vous d'être les complices bénévoles de vos vampires ?

Il n'est pas vrai, mes camarades, que la résignation soit une vertu, c'est l'apanage des lâches.

Face au banditisme organisé des puissants de la terre, unissons-nous. Combats l'inertie humaine, réveillons les énergies. Envers et contre toute autorité, défendons notre liberté, préchons la justice et la vérité. Aucune semence n'est stérile. Et de toutes nos volontés nous ferons un puissant rempart devant lequel se briseront tous les canons, bruyeurs de chair, bruyeurs de ceurs. Je crois à la multitude des Jeanne Morand, des Germaine Berton.

Vive la société future, faite d'amour et d'humanité.

Fernande MAURY.

A propos de l'assassinat du soldat Bersot

On se rappelle ce malheureux soldat, fusillé sans jugement pour avoir refusé d'accepter un pantalon taché de sang, lequel avait appartenu à un mort de la Grande Guerre. Un de nos amis nous adresse l'article suivant qui démontrerait péremptoirement que Marcel Sembat, alors ministre, fut un peu complice — par inertie — de ce crime épouvantable. Nous publions intégralement le petit article qu'il nous adresse.

Vous avez raison de rappeler les crimes de la soldatesque et du gouvernement de guerre. Mais à mon avis il serait bon également de montrer les complicités que trouvent les assassins dans le socialisme officiel.

A l'heure où ce socialisme triomphe — dit-on — en Angleterre, à la veille de son triomphe, avec le bloc des gauches, en France, le prolétariat doit savoir ce qu'il peut en attendre de bon ; sa conduite passée n'est-elle pas un sûr garant de sa conduite future ?

Voici, très probablement à propos de Bersot, l'intervention de Mayéras au Conseil fédéral de la Seine, 5 septembre 1915, page 9 du compte rendu.

«... Poncet a dénoncé, il y a un moment déjà, les fusillades faites sur le front. Sembat était présent et l'on pouvait croire que le nécessaire serait fait pour que ces pratiques cessent. Il n'en a rien été et les fusillades continuent comme par le passé, la preuve est faite par le fait suivant : Un soldat à qui l'on remet des vêtements malpropres se refuse à les endosser. Son sergent lui porte une punition pour refus d'obéissance et l'homme est condamné à mort. Les amis du condamné nomment un délégué chargé d'aller demander sa grâce au lieutenant-colonel. Le délégué est puni de 5 ans de prison et le condamné est fusillé à 4 heures du matin.

« N'est-ce pas là un fait odieux qui aurait dû amener des sanctions ? La seule mesure prise fut le déplacement du colonel qui fut changé de régiment, mais resta dans la même division.

« Ce fait, ce crime, a été signalé à Sembat qui l'a trouvé horrible et, comme à l'habitude, n'a rien fait.

« Pendant ce temps, la collaboration ministérielle continue, on trompe le peuple, on se moque du parti et l'on achève de le deshonoré... »

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Vous avez tous connaissance du tragique fait divers. Une femme s'arrête, prend dans son sac à main un revolver, et froidement tire sur la foule des passants. Ce geste n'était que la réédition d'un semblable exécuté quelques années auparavant, et qui valut à son auteur une condamnation à quatre mois de prison. Acte de folie !. Le lendemain, un fou alcoolique s'amuse de sa fenêtre à tirer sur un voisin dont la tête ne lui revient pas, et l'abat comme un lapin. Tous les jours, la rubrique des faits divers enregistre les gestes désordonnés des fous d'amour, aveuglés par une jalousie imbecile, qui tuent, se suicident, sans la moindre hésitation.

L'époque où nous vivons pourra s'appeler l'âge de la folie.

Après la guerre, que dans un accès de furieuse démenée, les gouvernants ont entraîné, et qui « chamboula » tant de cerveaux qu'on pouvait croire mieux organisés, nous avons vu le triomphe de sadiques énergumènes, entraînant une multitude, abrutis vers la dictature, celle d'un homme ou celle des dirigeants d'un parti.

D'après des personnages compétents, et qui sans doute sont du nombre, nous sommes tous, plus ou moins fous, ou si vous aimez mieux « dingos ». A côté des furieux, comme Léon Daudet, Treint, Mussolini, etc., nous avons dans les parlements, la presse et ailleurs, des idiots caractérisés, tous plus ou moins dangereux.

L'alcool, les stupéfiants, le cinéma, l'école, l'église, etc., enrichissent chaque jour de nouveaux sujets : l'immense royaume des « Tapés » et des Tapettes, mères et femmes.

Sous l'empire du déséquilibre cérébral, les sexes tendent à disparaître ; les aberrations malades sont présentées par d'habiles commerçants comme des preuves d'originalité, voire d'indépendance.

Et l'électeur, ce brave et honnête électeur, ne rentre-t-il pas, lui aussi, dans la catégorie des « timbrés » ? Jugez-en ! Pour voter, il ne suffit pas d'être électeur, il faut qu'au préalable, le détenteur de la « portion de pouvoir » aille se faire inscrire à la mairie sur les listes spéciales. Ce n'est pas un petit boulot, si j'en crois un journal du matin.

« Stojques, silencieux, avançant d'un pas tous les quarts d'heure, les électeurs décidés à faire leur devoir ont fait preuve d'une endurance qui confinait à l'héroïsme ; sous la pluie, dans la boue, dans les courants d'air, sous la caresse insidieuse d'un vent coulé, ils sont restés, graves et muets, résolus et dociles, à faire leur devoir, sous le nez transi d'un gardien de la paix. »

Et tout cela pour avoir le droit de mettre dans quelques semaines, un bout de papier portant le nom d'un charlatan quelconque dans une urne. Quel héroïsme !... par conséquent, quelle stupidité !.

Vous me direz que cette folie est une folie douce, beaucoup moins dangereuse pour les mortels que nous sommes, que celle de la dame au revolver. De plus, on cite énormément de cas de guérison. Il y a des tas de braves et honnêtes ex-électeurs qui ne convoitent plus qu'on puisse se servir d'un bulletin de vote pour autre chose que pour... enfin, vous comprenez ?

Tout cela est vrai, et nous nous employons de notre mieux à guérir nos semblables de la contagion électorale.

Mais tous les psychopathes, c'est-à-dire tous les humains atteints, comme vous et moi, à des degrés divers de psychopathie — c'est mieux que de dire folie, ça fait plus riche — sont-ils par là parfaitement sages ?

« Malheureusement, dit le docteur Toulouse, on a le préjugé de ne vouloir à aucun prix être psychopathe, et l'on oublie que la psychopathie à elle seule est aussi fréquente que toutes les autres maladies réunies. Et voilà pourquoi des états parfaitement guérissables deviennent irrémédiables, faute de soins. »

En fait de soins, quand un malheureux dément tire sur la foule, on le met en prison, ce qui contribue à aggraver sa maladie. On s'étonne ensuite quand il recommence, ce qui donne aux spécialistes l'occasion de préconiser des remèdes dont les dirigeants se gardent bien de tenir compte.

Car si tous les hommes devenaient rationnels, il n'y aurait plus de gouvernants !

Pierre MUAIDES.

Mauvais exemple.

Mac Donald est-il un mauvais plaisant qui veut gâcher le métier ?

Comme président du Conseil britannique, la loi lui alloue 5.000 livres. Même traitement comme ministre des Finances. Il fait savoir que s'il cumule les fonctions, il se verra cumuler les traitements. Il se contentera de 5.000 livres, soit au change, 400.000 francs. Avec cela, il est à l'abri contre la vie chère.

Ne voulant pas être en reste de politesse, on nous informe que le citoyen Cachin ne veut plus cumuler le traitement de député avec celui de directeur de journal. D'autres cumulards du P. C. et d'ailleurs seraient sur le point d'établir une nouvelle nuit du 4 août pour renoncer à leurs privilèges et autres cumuls.

Grands dieux, où allons-nous ?

○○○

Est-ce parce qu'on l'a augmenté ?

Déjà jeudi soir, puis samedi, les rames avaient dû, faute de courant, s'arrêter brusquement, les unes en plein tunnel, les autres dans les gares. Pendant vingt minutes au moins, le trafic avait été interrompu, «ès quoi s'en était suivi, en raison de l'affluence des voyageurs, un encombrement qui allait jusqu'à l'embouteillage.

Heureusement qu'on a augmenté les prix du métro !... Que serait-ce sans cela !...

La part du combattant.

En voilà un qui va sans doute le toucher. Il s'agit de ce brave Chassigneux, mouchard de mouchards, lequel vit le jour de la pu-

blicité sur le purin que l'*Action Française* déversa dans le procès de Germaine Berton.

Il est tombé en combattant. Le gaillard mouchardait pour deux patrons : la République et le Roy. Marianne l'a foutu à la porte et le Roy l'embauche.

Et le nouvel emploi commence par une souscription qui se monte à 8.000 francs. Les oboles sont aussi variées que divertissantes. On y voit l'argentier du duc d'Orléans en compagnie de curés, de galonnés, et d'un « condamné de droit commun ». Les atesses de la Butte aux Cailles voisinent avec d'authentiques barons de la place Pigalle.

Sacré Chassigneux, il savait ce qu'il faisait. La vertu est toujours récompensée.

La Vie des Lettres

PETITES NOUVELLES :

— Les « Soirées du Divan » donnent des légendes et des poèmes, œuvres de Kikan Yamata : *Sur des lèvres japonaises*, avec une préface de M. Paul Valéry.

— Dans la remarquable collection « Le Livre de demain » (Arthème Fayard, éditeur) vient de paraître *La Cigale*, roman de Mme Lucie Delarue-Mardrus.

— Chez Albin Michel, M. Bouchardon vient de faire paraître un ouvrage sur l'*Affaire Lafarge*, affaire dont le *Libertaire* a longuement parlé ces temps derniers. Le livre de M. Bouchardon a un intérêt documentaire.

— M. Henri Corbel a présenté au Conseil municipal une proposition tendant à faire apposer une plaque commémorative à la maison où Henry Becque mourut, le 12 mai 1899.

NOTULES :

— *Journaliste*. — M. Robert Dieudonné parle du journalisme dans *Paris-Soir* et déclare :

« Quand un journal fait des affaires, croyez bien que nous n'en savons rien jusqu'au jour où un lavage de tête brutal nous avise que M. Machin est tabou ou que le nom de M. Chose ne doit jamais être cité dans le journal. Que l'on n'en conclue pas que nous ayons une couleuvre chaque matin à notre petit déjeuner. On peut fort bien faire son métier sans transiger avec sa conscience, — pour six sous la ligne. »

Euh ! Le raisonnement de M. Dieudonné ne jouit pas d'une logique bien serrée, ou alors M. Dieudonné (comme M. Paul Reboux qui paraît décidément avoir attrapé à *Paris-Soir* la maladie du diathrame) a une mentalité à part. En effet, si ce n'est pas avaler une couleuvre, pour lui, que de subir des lavages de tête à tout propos, que d'être obligé d'écrire blanc ou noir suivant les ordres donnés par le patron, c'est qu'il possède une étrange conception de la dignité humaine. J'admets beaucoup de choses, mais il existe une bassesse que je fustigerai toujours, c'est celle de l'homme qui vend sa plume et sa conscience.

LES THÉÂTRES

— A partir de jeudi prochain, le « *Libertaire* » donnera une critique régulière des spectacles nouveaux.

— On a donné, hier après-midi, la répétition générale de « l'Eventail », comédie en trois actes de Goldoni. Nous en parlerons.

— Cet après-midi, à 14 h. 30, au théâtre des Mathurins, répétition générale de « Akim », tragédie de Victor Eltiffin.

— On continue à ne pas être bien courageux à la Comédie-Française. Devant la fureur d'un public de « générale », on a châté la pièce de Raynal : « le Tombeau sous l'Arc de Triomphe ». D'importantes coupures ont dénaturé la tragédie. Si bien qu'un abonné a pu en dire : « Comme cela, c'est tout à fait acceptable. »

Enfin, on fait savoir que l'œuvre ne sera pas jouée à l'étranger !

Où aller ce soir ?

Avant toutes choses, au Meeting pour l'Amnistie, salle des Sociétés Savantes.

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. : Le Martyre de saint Sébastien.

OPERA-COMIQUE. — 20 h. : La Vie de bohème ; Paillasse.

VARIETES. — 20 h. 30 : Ciboulette (musique de Reynaldo Hahn).

TRIAXON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h. 30 : Véronique.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. : L'Epreuve ; La Mégère apprivoisée.

ODEON. — 20 h. 30 : La Bataille ; Rose Flamberge.

THEATRE CORA-LAPARGERIE. — 20 h. 30 : Plus que Roine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue, de Henry Bataille.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Le Torrent.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 h. : Amédée et les Messieurs en rang ; Knock ou le Triomphe de la médecine.

THEATRE DES ARTS. — 20 h. 45 : L'Epreuve du bonheur.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — L'Imbécile.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — 20 h. 30 : Voulez-vous jouer avec moi ? Les Mentons bleus.

ALBERT-I^{er} (troupe du Canard sauvage). — 21 heures : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazot, etc... « Ce sont les pitres », revue.

LE CARILLON. — A 21 h. La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. Les chansonniers Jean Rieux, de Souter, Remongin, etc... et la revue « T'es bête ».

LE GRIGNIER DE GRINGORE (6, rue des Abbesses). — A 21 h. Charles d'Avray et ses chansonniers.

A travers le Monde En lisant les autres...

CE QUI SE PASSE

Le débat sur les décrets-lois se continue à la Chambre, et l'on estime qu'il durera toute la semaine, c'est-à-dire que d'ici quelques jours nous subirons le régime dictatorial de Poincaré ; car il n'y a aucun doute, le président du Conseil aura sa majorité.

En Angleterre, le Cabinet travailliste débattre et en Italie la presse réactionnaire proteste, parce que le gouvernement des Soviets ne semble plus être pressé pour signer le traité commercial.

La Russie voulant reprendre sa place dans les nations européennes accordait certains avantages commerciaux à l'Italie et lorsque Mussolini apprit que Mac Donald allait à son tour renouer les relations diplomatiques avec la Russie, il activa les pourparlers afin que le traité fût signé avant la reconnaissance de jure par l'Angleterre.

A présent que la Grande-Bretagne, a reconnu les Soviets, ceux-ci espèrent refuser les appétits italiens, et l'humanité d'hier matin, prétendait que cet ajournement démontrait que la Russie n'était pas décidée à accepter « toutes les conditions mises à la reconnaissance de jure par les puissances capitalistes, mais entend les discuter librement, se réservant d'écarter celles qui lui paraissent inacceptables ».

La vérité est tout autre. Tous les gouvernements sont opportunistes et la diplomatie profite toujours des événements qu'elle juge favorables à son action.

Ce n'est pas parce que le gouvernement allemand n'accepte pas toutes les conditions du gouvernement français qu'il est un organe prolétarien. Il en est de même pour la Russie.

Le gouvernement de Moscou, considère que sa situation a changé par le fait qu'il est entré en relation avec l'Angleterre et il cherche à tirer avantage de cet accord. Cela n'empêche pas que le prolétariat russe soit sous la domination de la dictature bolcheviste et que nos camarades soient emprisonnés et persécutés en Russie.

En Allemagne la condition des ouvriers ne s'est pas améliorée, et la lutte se poursuit toujours avec acharnement.

De Bulgarie une lettre de camarades nous informe de la réaction terrible qu'il s'est produite à la suite de la publication d'un article de l'« Internationale » dans lequel on avait dénoncé les agissements des journaux révolutionnaires et que pour le seul fait de recevoir un organe anarchiste l'on se voit condamner à 3 ans de prison.

Il ne faut s'en donner outre mesure, puisque la Russie qui est sous l'autorité du « Proletariat », condamne elle aussi à des années de bagne celui qui se permet de recevoir « Le Libérateur ».

Et c'est nous qui sommes des Petits Bourgeois.

ANGLETERRE

POUR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

L'abolition de la peine de mort en Grande-Bretagne va faire l'objet d'un projet de loi déposé par M. Clime, député travailliste de Kilmarnock (Ecosse). Il est possible que le gouvernement de M. MacDonald prenne lui-même l'initiative d'un projet de loi supprimant la pendaison, en s'inspirant de l'exemple des 9 ou 10 pays d'Europe qui ont déjà aboli la peine capitale sans qu'il en soit résulté des différences dans la statistique des crimes.

HONGRIE

UNE AMNISTIE

On mande de Budapest :

Le gouvernement a décidé de procéder à une nouvelle révision des condamnations pour crimes communistes. Chaque cas sera examiné d'une façon spéciale et les condamnés dont les dossiers montreront qu'ils ont été induits en erreur seront amnistiés.

Sur la proposition du ministre de la justice, le régent vient d'amnistier 33 condamnés, dont 16 à plus de 5 ans de prison. Il a également annulé la procédure engagée contre 22 communistes réfugiés à l'étranger et contre 33 personnes qui s'étaient rendues coupables de connivence avec les Yougoslaves pendant l'occupation du district de Baranya.

POLOGNE

LES POLONAIS EN ALLEMAGNE

Varsovie, 5 février. — A la suite de l'expulsion de nombreux Polonais résidant en Allemagne, le gouvernement de Varsovie a décidé d'appliquer le même traitement à un certain nombre d'Allemands habitant la Pologne. Or, hier, le ministre allemand à Varsovie, M. Rauscher, a rendu visite à M. Grabski, président du Conseil, et lui a demandé de ne pas exécuter cette menace, le gouvernement allemand s'engageant à indemniser les Polonais expulsés. M. Rauscher a expliqué que l'expulsion des Polonais d'Allemagne a été nécessaire par la crise du chômage et par la situation alimentaire très difficile qui sévissait en ce moment en Allemagne, et il a ajouté que les mesures prises par le gouvernement allemand n'étaient nullement dirigées contre la Pologne. Ayant obtenu cette explication, le gouvernement polonais a décidé de suspendre provisoirement les mesures de restriction jusqu'à la fin des pourparlers, qui auront lieu entre les deux gouvernements, relatifs à l'indemnité à accorder aux citoyens polonais obligés de quitter l'Allemagne.

RUSSIE

CONdamnATIONS

Berlin, 5 février. — On mande de Moscou que le tribunal militaire de Tchita a condamné à mort le général de la garde blanche Popelajew, ainsi que 20 coaccusés, cinq autres inculpés ont été condamnés à des peines de prison.

Et qu'attend-on pour condamner aussi tous les généraux de l'armée blanche qui sont aujourd'hui dans l'armée rouge ?

EXPLOSION DANS UNE ARMURERIE

Riga, 5 février. — On mande de Karkoff qu'une explosion s'est produite le 4 février dans les magasins d'un armurier situés au milieu de la ville et a provoqué une grande panique. Plusieurs personnes ont sauté des étages supérieurs dans la rue ; il y a eu quelques tués et 15 blessés. Jusqu'à présent, on a sorti des débris 9 corps carbonisés. Les vitres des fenêtres dans un rayon d'environ 250 mètres ont été brisées et les dégâts sont estimés à plusieurs centaines de mille roubles-or.

Tiens, tiens. Le commerce des armes est libre en Russie. Et qui donc a le droit d'acheter ? Ce n'est certes pas le prolétariat qui le peut avec ses maigres salaires.

INDES

LA MISE EN LIBERTÉ DE GANDHI

Bombay, 4 février. — C'est pour des raisons de santé que Gandhi, le chef nationaliste indien a été mis en liberté. Il avait été condamné à six ans de prison pour son activité comme chef du mouvement de non-coopération dans l'Inde.

LA GREVE DES FILATURES

Bombay, 4 février. — La grève des ouvriers de filature a occasionné des désordres dans deux ou trois endroits. Des grévistes ont attaqué à coups de bâtons deux automobiles occupées par des Européens. Deux de ceux-ci ont été grièvement blessés.

HONDURAS

UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE AU HONDURAS

Washington, 4 février. — Des nouvelles officielles confirment l'existence d'un mouvement révolutionnaire au Honduras contre le gouvernement de M. Gutierrez dont le mandat vient d'expirer. Un des candidats à la présidence s'est proclamé lui-même président.

Encore un mouvement révolutionnaire dans l'Amérique centrale. Mais il ne nous intéresse pas, c'est la lutte pour le pouvoir, que détermine cette action armée, et le prolétariat n'a rien à y gagner.

La crise des journaux et le repos hebdomadaire

Le papier coûte cher. Avec le prix de la vie les salaires doivent augmenter. Résultat : un journal coûte horriblement cher à composer et à imprimer. Les grands journaux vont porter à 20 et à 25 centimes le prix de la vente au numéro.

Mais Comœdia propose une autre solution : ne pas paraître une fois par semaine — le dimanche. Sur cette question du repos hebdomadaire pour les professionnels de la presse, voici le fragment d'une lettre du directeur du *Corriere della Sera* :

Le repos hebdomadaire des journaux a été introduit en Italie depuis quelques années, à la suite d'une campagne active des associations professionnelles de presse. Les journalistes avaient commencé par obtenir le repos par roulement, ainsi qu'il était appliqué au personnel ouvrier des imprimeries, mais ce système présentait de nombreux inconvénients : les administrations de journaux ne tardèrent pas à se rendre compte qu'il valait mieux s'inspirer de l'exemple anglais, en l'adaptant aux exigences du public italien. En Angleterre, les journaux ne paraissent pas le dimanche ; en Italie, on a supprimé le numéro du lundi matin, le dimanche étant, par excellence une bonne journée pour la vente et la publicité.

Oui... mais la vie ne chôme pas ces jours-là, et les événements, malgré tout, se produisent, que ce soit le dimanche ou le lundi.

Il est vrai que les grands journaux d'informations ne se priveraient pas, à l'occasion de faire des éditions spéciales.

Contre la crise des journaux, comme contre toutes les crises économiques, il n'y a qu'un seul remède : la suppression des intermédiaires, l'abolition du capital, la prise de possession des instruments de travail par les ouvriers manuels et intellectuels qui collaborent à la confection des journaux.

Le Talon de Fer

Parlant de l'œuvre de Jack London, Victor Snell, dans la *Lanterne*, écrit justement :

Le « Talon de fer » est un organe d'oppression aussi féroce — mais dans le sens opposé — aussi abominable que le Tcheka. Dira-t-on que l'idéalisme américain s'oppose à ce qu'il soit jamais instauré aux Etats-Unis ? Hum ! Il ne faut jurer de rien et les grèves légitimes du Colorado ont connu une « répression » qui ne s'embarrassait guère de scrupules. Et l'idéalisme russe nous semblait bien opposé aux excois qui, cependant, se sont produits en Russie !

Puis il conclut, par ces réflexions d'une facile philosophie :

Au reste, il ne s'agit pas de savoir dans quelle mesure les événements justifient les prévisions pessimistes de Jack London. Mieux vaut considérer les bouleversements qu'il décrit pour s'efforcer de préserver les hommes de leur rageur, tout en aidant cependant à la création d'un ordre social nouveau. S'il est vrai que les événements font les hommes, il est vrai aussi que les hommes font les événements. Apprendre, constater, réfléchir ! La fiction, telle que l'entendent les esprits nobles comme Jack London, doit avoir une valeur éducative. C'est un bonheur d'artiste d'avoir écrit ce tragique « Talon de fer » : c'est d'un profit certain que de le lire.

« Considérer les bouleversements... tout en aidant » etc... Apprendre, constater, réfléchir !

Oui, oui, évidemment... Mais aussi, il faut agir, c'est-à-dire détruire tous les talons qui veulent nous égarer, qu'ils soient de fer, de granit ou d'acier.

Action et délibération

La *Journée Industrielle*, organe de la haute industrie, pousse à la route pour les décrets-lois. Mais il le fait dans des termes que feront bien de méditer les exploités, les parias qui se font encore quelque illusion sur la république, la constitution, le droit, la justice, etc...

Aujourd'hui, il s'agit de résoudre, et de résoudre vite. Nécessité qui demain ira croissant... Comment concilier les lenteurs ou les incohérences évidentes de l'institution parlementaire, telle qu'elle fonctionne à l'heure actuelle, avec les conditions nouvelles qui s'imposent aux peuples modernes, dans la violence des courants non pas seulement nationaux, non pas même internationaux, mais intercontinentaux ? Voilà le problème « constitutionnel » de l'avenir, ce n'est pas à l'avenir qu'il faut en attendre la solution, mais à l'heure présente. Il se borne à inviter les précédents du régime parlementaire, sans que

valent ces précédents, nés dans une nation tiède et close, que valent-ils à l'heure où les conflits de la richesse, de l'argent et de la faim sont des conflits mondiaux, des conflits qui surpassent en ampleur tout ce que l'humanité connaît jamais ? Et puis, quelle étrange faiblesse pour des hommes politiques qui se disent « révolutionnaires » ou « novateurs », que de toujours chercher le précédent et toujours regarder en arrière !

Foin des « précédents » ! Foin de la loi ! « Entre eux et nous, c'est une question de force » disait, il y a longtemps M. Clemenceau.

L'appel à la violence, de la part des capitalistes et de leurs avocats, justifie toutes les violences de la part de ceux qui n'ont rien et qui ne demandent qu'à vivre dans la liberté.

DANS PARIS

LEURS DIVIDENDES

Hier, à 14 h. 30, 14, rue de Longchamp, une explosion s'est produite dans la boutique de M. Brouter, boulanger.

Un garçon boulanger, Paul Marquis, demeurant 131, rue Saint-Denis, a été légèrement blessé.

Admis à Beaujon.

Fait à noter : chaque jour, nous enregistrons qu'un prolétaire vient d'être victime de son travail. Ne serait-il pas bon de rechercher si les employeurs ne sont pas, dans une certaine mesure, responsables de leur mort, conséquence, bien souvent, de l'incurie et du mauvais état du matériel ?

L'AUTOBUS MEURTIER

Hier matin, à 9 h. 10, place de l'Hôtel de Ville, Mme Yvonne Balitche, marchande de quatre-saisons, 6, rue de Fourcy, a été renversée par un autobus, de la ligne Plaisance-Hôtel de Ville.

Transportée dans un état grave à l'Hôtel-Dieu, la pauvre femme se plaint de douleurs internes.

En peu de lignes...

Troyes, 5 février. — Le four d'une aciérie de Bar-sur-Aube ayant sauté, le feu prend immédiatement dans les caves de mazout et détruit un atelier de trempe. Un ouvrier, Georges Dangin, surpris par l'explosion, a ses vêtements brûlés sur lui et reçoit des blessures sérieuses.

Lorient, 5 février. — La station de Penmenez, à Lorient, reçoit le signal S.O.S. du vapeur « Canada », capitaine Grefrier, en détresse par 43 degrés 8 Nord et 9 degrés 20 Ouest. Le « Canada » attend le secours d'un remorqueur devant le conduire au Ferrol ou à La Corogne.

Le Havre, 5 février. — Un cycliste, M. Emile Bennetot, 42 ans, est écrasé par un camion hippomobile au croisement des rues Marceau et Léna et succombe.

Montpellier, 5 février. — Le tribunal correctionnel de Béziers condamne à deux mois de prison le jeune René Cluzan, âgé de 19 ans, et à un mois de prison Rachel Ribes, 28 ans, pour s'être vengés de leurs voisins, Cluzan et la jeune fille avaient jeté du fumier dans le puits de ces derniers.

Avignon, 5 février. — Châteauneuf-de-Gadagne (Vaucluse) fête le centenaire d'un de ses habitants, M. Jean-Joseph Delacour. Ce dernier perdit son balcon de la mairie. La foule lui fait une ovation.

Grenoble, 5 février. — Un incendie éclate dans des usines électro-chimiques situées sur les communes de Livet et de Gavet. La pompe automobile de Grenoble part sur les lieux.

Verdun, 5 février. — Mme veuve Jamain, née Doucour Marie, âgée de 80 ans, habitant Locher, dans la commune d'Ambreville, passe le midi en compagnie de son petit-neveu, grefier au tribunal de première instance de Verdun. Après le départ de ce dernier, une voisine qui fermait habituellement les volets de l'octogone trouve celle-ci carbonisée près du feu qui brûle dans l'âtre.

Coulommiers, 5 février. — Le cadavre du jeune Meheux, âgé de 16 ans, tombé accidentellement, le 25 décembre, à Baccelle, dans le Grand-Morin, et que la crue avait emporté au loin, est retrouvé sur le territoire de Guérard.

Boulogne, 5 février. — Près de Rinxent, le jeune Henri Haudegon, âgé de 4 ans, qui joue sur la route avec un fil électrique tombé d'un pylône, est foudroyé.

Honfleur, 5 février. — Le train omnibus Honfleur-Serquigny est pris en écharpe, en gare de Serquigny, par une machine haut-le-pied. Le fourgon et quatre voitures déraillent. Une dizaine de voyageurs sont confusés.

Troyes, 5 février. — Mme Serrière, 49 ans, tenant une lampe à pétrole allumée, fait une chute dans son escalier et met le feu à ses vêtements de filon qui s'enflamment rapidement. Transportée à l'hôpital, Mme Serrière y décède.

A TRAVERS LE PAYS

DES BIJOUX DISPARAISSENT...

Marseille, 5 février. — Vers minuit, M. Hector Lyra, attaché à l'ambassade du Brésil, à Londres, arrivé par le rapide à Marseille, a constaté, à l'hôtel où il était descendu, la disparition de sa valise contenant des bijoux et du linge.

Encore un... accident qui ne nous est jamais arrivé.

UNE DROLE DE SOLUTION

Clermont-Ferrand, 5 février. — Plutôt que de consentir à partager son bien avec son frère, Pierre Monnet, âgé de 48 ans, cultivateur à Nohanet, a préféré se suicider. Il s'est tiré un coup de fusil sous le menton et s'est fait sauter la tête.

Quel imbécile !

C'est son frère avec lequel il ne voulait pas partager qui va devenir le seul héritier, maintenant !

LEURS DIVIDENDES

Epinal, 5 février. — Par suite d'un éboulement qui s'est produit à Dounoux, près d'Epinal, deux employés de chemin de fer sont tombés en bas du talus de la voie ferrée d'une hauteur de 7 mètres et ont été grièvement blessés.

Deux de plus encore !

TROIS MOIS DE PRISON

POUR AVOIR MANQUE UN BATEAU

Marseille, 5 février. — Un inscrit maritime comparait aujourd'hui devant le tribunal maritime pour avoir manqué volontairement le départ du bateau sur lequel il devait embarquer.

Le tribunal, étant donné qu'il y avait récidive, a condamné l'inscrit maritime à trois mois de prison.

Sans commentaires.

LES PATRONS SE SONT VENGES !

L'Agence Havas nous communique la dépêche suivante :

« Dunkerque, 5 février. — Depuis quelques jours, le personnel d'un tissage était en grève, et les chômeurs avaient réussi à faire voter la grève générale du textile. « Cet ordre ne fut pas suivi, et le travail se poursuivit hier normalement, malgré les manifestations et les tentatives de débauchage. »

« Mais devant l'attitude des grévistes, les directeurs de toutes les usines de textiles ont décidé la fermeture pendant quarante-huit heures. On ne signale aujourd'hui aucun incident. »

Les patrons, adversaires des grèves qu'ils auraient pu éviter en accordant les maigres augmentations de salaires qui leur sont demandées, se vengent en fermant leurs usines pendant un certain temps, et se frottent les mains en songeant qu'ils privent de pain des familles entières.

N'oublions pas que ce sont les mêmes patrons qui préchent la repopulation à outrance.

A NIMES

Nîmes, 5 février. — Les maîtres-imprimeurs de Nîmes ont eu une entrevue hier avec les délégués ouvriers qui n'ont pas accepté le supplément de salaire d'un franc et la création d'une commission paritaire pour fixer, tous les deux mois, les augmentations nécessaires, en se basant sur les indices de cherté de la vie, établis par les services préfectoraux. Les deux parties restent donc sur leurs positions respectives.

L'accord établi dans les imprimeries de journaux, ceux-ci paraissent. Dans les autres imprimeries, le mouvement gréviste a pris une certaine extension.

LA SPECULATION SUR LES LOYERS

Montpellier, 5 février. — Un propriétaire d'immeuble de Montpellier, avait donné congé à un de ses locataires sous le prétexte d'occuper son appartement, mais il le loua aussitôt à un autre au prix de 3.000 francs, au lieu de 1.500 francs. Sur assignation du locataire congédié, le propriétaire vient d'être condamné par le tribunal de Montpellier, à payer à ce locataire 10.000 francs d'indemnité.

UN CADAVRE DANS UNE COUR

L'autre soir, vers huit heures, le journalier Albert Goussault, était trouvé mort dans la cour d'un hôtel, impasse Maubert, sous la fenêtre de la chambre qu'il occupait au premier étage. M. Nancelle, commissaire de police, a constaté que cette fenêtre, simplement entre-bâillée, ne pouvait permettre le passage d'un corps. D'autre part, Goussault portait à la tête deux blessures paraissant provenir de coups de marteau. Une bouteille placée dans une poche n'était pas brisée.

Le Drapeau Noir

par Tony RÉVILLON

DEUXIEME PARTIE

Mourir en combattant

XII

LE PREMIER COUP DE FUSIL

Ouvriers, soldats, vous, enfants de l'héroïque France, souffrirez-vous les maux dont on vous menace, consentirez-vous à couper vos têtes sous le joug honteux qu'on prépare à votre patrie ? Non, c'est du sang français qui coule dans vos veines, ce sont des cœurs français qui battent dans vos poitrines. Vous ne pouvez être assimilés à de vils esclaves. Vous vous entendrez tous pour sauver la France et lui rendre son titre de première des nations.

Un colonel de gendarmerie passe, et arrache la proclamation des mains d'un des lecteurs. La foule augmente. Tout à coup un mot d'ordre circule, la place est évacuée. Pas un bourgeois républicain, pas un mutualiste, pas un ouvrier. Une solitude absolue et un silence de mort. En même temps, des barricades se construisent à l'entrée de toutes les rues qui aboutissent à la place. Des maisons en construction fournissent les matériaux. Des poutres, des tonnes sont entassées. Des pavés combient les intervalles. Le général Buchet et ses soldats seront privés de communications, resserrés dans un espace étroit, mis dans l'impossibilité d'agir.

La principale barricade s'élève à l'entrée de la rue Saint-Jean. Un détachement de litige et de gendarmerie reçoit l'ordre de l'enlever. Ce détachement traverse la place déserte. Il est accueilli par une grêle de pierres que lancent des hommes embusqués dans les allées, cachés derrière les pans de muraille, debout sur les toits, se tenant aux cheminées. Un coup de carabine part du détachement. Les gendarmes ont commencé le feu.

— Aux armes, citoyens ! On assassine nos frères ! Aux armes, aux armes ! Ce cri se répète de rue en rue.

A l'intérieur du Palais, l'avocat des prévenus, M. Jules Favre, en entendant le coup de carabine, a interrompu sa plaidoirie. Le président, M. Pic, lève la séance. Magistrats, avocats, procureur du roi, curieux, tout le monde descend pêle-mêle. Chacun cherche une issue pour rentrer chez soi.

Un homme atteint d'un coup de feu est apporté dans la cour du Palais.

On s'empresse autour du blessé, on défait ses vêtements. La ceinture de l'agent de police apparaît. Presque aussitôt il meurt.

Le préfet, en redingote, sans insignes, s'avance à la tête d'une compagnie de volontaires vers une autre barricade, à l'entrée de la rue des Prêtres.

— Nous sommes Français comme vous, nous sommes vos frères ! crient les ouvriers aux soldats.

Le préfet commande le feu. Partout autour de la place la fusillade retentit.

XIII

LE DEVOIR

Le mardi, à neuf heures du soir, Victor était rentré. Il rapportait à sa mère la réponse de Mme Fournier : « Ma tante n'accepte pas notre hospitalité. » Ils demeurèrent silencieux, assis en face l'un de l'autre. De temps en temps, le fils prenait la main de sa mère et la serrait doucement. Alors elle s'efforçait de sourire, mais elle s'arrêtait vite en sentant les larmes lui monter aux yeux. A onze heures, Victor se leva.

— Que feras-tu demain ? demanda-t-elle timidement.

— Demain ? dit Victor étonné. J'irai au tribunal où l'on juge mon oncle, et j'y resterai jusqu'à ce que les magistrats aient prononcé sur son sort.

— A quelle heure commence l'audience ?

— A dix heures.

— Ne pourrais-tu pas arriver un peu plus tard ?

— Non, car en ce cas il me serait impossible d'entrer.

— Si je te priais de rester avec moi demain ?

— Tu ne m'en prieras pas, ma mère. Je dois être auprès de mon oncle, tu le sais bien.

Il affecta d'être très las, se retira dans sa chambre.

Hélène ne dormit pas. Sa pauvre tête était pleine de fantômes. Comme les personnes ignorantes, elle essayait de se faire une vérité avec les conversations qu'elle avait entendues, les lambeaux de livres ou de journaux qui étaient restés dans sa mémoire : « On dit que Lyon attendra pour se révolter que Paris ait commencé. Les républicains trouvent le moment inopportun pour la guerre civile. » Mais les

paroles de Cortez effaçaient tout. Comment empêcher Victor de sortir ? Si elle fermait la porte et qu'elle jetât la clef ? Une porte fermée n'arrêterait pas le jeune homme. Elle aurait dû se procurer une de ces poignées qui font dormir longtemps afin de la donner à son fils. Pourquoi n'avait-elle pas pensé à cela ? Pourquoi l'aurait-elle fait maintenant ? Elle ne pouvait plus compter sur Hermia. Vers le matin seulement, elle s'endormait, se réveillait presque aussitôt : « S'il était sorti pendant mon sommeil ! » Elle courut à la porte de Victor, et l'entendant remuer dans sa chambre, elle reprit un peu de courage. Elle allait et venait dans le petit appartement, sans cesse ramenée par l'inquiétude auprès de son fils. Un peu après neuf heures, elle entra chez lui. Victor s'apprêtait à sortir, il embrassa sa mère.

— Reste avec moi aujourd'hui !

— C'est impossible.

— Je te le demande comme une grâce ! Aie pitié de moi, mon cher Victor. Je n'ai pas dormi, je suis folle. Tout ce que j'ai entendu dire m'a bouleversé. J'ai peur qu'on ne se batte aujourd'hui et que tu ne prennes part au combat !

— Mais il n'est pas sûr qu'on se batte, contre-ordre de Paris peut arriver cette nuit. Ne t'inquiète donc pas davantage. Je vais sortir d'ici le cœur plein de toi et je te jure que je reviendrai bientôt.

— Ce n'est pas cela, dit-elle en secouant la tête. Tu ne réponds pas comme je le voudrais. Les autres sont libres. Ils se battent pour leurs fabriques, leurs métiers, leurs tarifs, enfin ils ont une raison. Mais toi, tu n'es ni fabricant ni ouvrier ; tu n'habites Lyon que depuis quelques semaines. Est-ce que tu es républicain ?

— Rappelle-toi ta promesse en arrivant : « Mère, nous ne nous séparerons plus ! »

Je ne t'en ai pas demandé davantage. Chagrins, tristesse, inquiétudes, tous les maux de l'isolement se sont envolés ! Je m'étais arrangé du bonheur pour le reste de mes jours ! Est-ce que tu aurais le courage de détruire ce bonheur ? Je ne puis me faire à l'idée de te sentir dans les bras aujourd'hui. Que deviendrais-je si tu étais blessé ? Et si tu étais tué ? Ah ! par exemple, je sais bien alors ce que je deviendrais.

— Ma mère !

— Je mourrais aussi. Ce ne serait pas long, va !

— Ma mère, permets-moi de te quitter. Je te jure une seconde fois de ne pas te faire attendre mon retour. Toutes les heures, si tu veux, je t'envoierai des nouvelles.

— Eh bien ! dit Hélène, faisons un marché. Déjeuner avec moi. On ne dit pas non ! ajoute-t-elle en se penchant à son cou. Après déjeuner, nous verrons. Tu iras savoir l'issue de ce procès, puisque tu le veux. Au moins, nous aurons passé cette matinée ensemble. Quand tu auras eu ta classe, tu me demandais quelquefois de manquer la classe le matin. Je commençais par te gronder, et je faisais ta volonté. Rends-moi la pareille aujourd'hui. Jamais tu ne m'auras causé une plus grande joie. Tu me dois bien quelque chose ! Ce sera mon paiement, ma récompense !

— Eh bien ! soit ! dit Victor. Je vais pour déjeuner.

— Quelles nouvelles ? Qu'as-tu besoin de nouvelles ? La plupart du temps les nouvelles sont des mensonges. Non, Reste, ne me quitte pas. Donne-moi ma grasse matinée. Traite-moi comme une vieille enfant qui déraisonne, qui radote, mais qui donnerait la moitié des années de sa vie pour t'attendre à la porte de ta chambre aujourd'hui !

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Diamantaires de l'Ain. — Les ouvriers diamantaires de Nantua, Chatillon et Saint-Germain sont organisés avec ceux de Saint-Claude (Jura). Ils viennent de se mettre en grève pour réclamer 20 % d'augmentation, encouragés par le succès que viennent d'obtenir leurs camarades de Saint-Claude.

Maçons et plâtriers de Saint-Amand. — Ils ont cessé le travail, réclamant une augmentation de salaires.

Cimentiers de Palings (Saône-et-Loire). — Les ouvriers de la fabrique de ciment Poliet et Chausson, firme bien connue à Paris, se sont mis en grève, réclamant des salaires plus élevés.

Typographes de Nîmes. — Les ouvriers typographes ont cessé le travail pour obtenir une augmentation de salaires. Les journaux locaux sont menacés de ne pas paraître. Certains patrons imprimeurs ont déjà accordé les 2 francs réclamés par les ouvriers.

Textile de Valence. — Les ouvrières de la soie, lasses de supporter les brimades d'un chef et d'une contre-maîtresse, ont quitté le travail, demandant le renvoi de ces deux garde-chiourme.

Textile de Dunkerque. — Les grévistes de Dunkerque se rendaient en colonie à Saint-Pol pour inviter une usine au chômage. Ils furent attaqués en route par les pandores qui s'acharnèrent sur les femmes.

Apprenant cela, les ouvriers de Saint-Pol cessèrent le travail. La grève générale est envisagée comme réponse aux brutalités policières.

Les revendications

Nettoyement de Paris. — Les chauffeurs-conducteurs des services de nettoyage ont tenu une réunion et décidé d'envoyer une délégation à l'ingénieur en chef de la ville pour demander une augmentation.

Linotypistes parisiens. — Une assemblée extraordinaire aura lieu vendredi prochain pour examiner la demande d'augmentation journalière de 3 francs pour le travail de jour et 4 francs pour le travail de nuit.

Cartel Unitaire des Services Publics

FEDERATION DES FONCTIONNAIRES
Vendredi 8 Février 1924
GRAND MEETING
DES SERVICES PUBLICS
A 20 h. 30, salle JAPY.
Orateurs du Cartel Unitaire :
SEMARD, NILES, LARTIGUE.

La Fédération des fonctionnaires désignera elle-même ses orateurs.

P. S. — Tous les secrétaires de Fédérations intéressées sont priés de passer à la Fédération postale prendre des tracts annonçant le meeting.

LES EVENEMENTS TRAGIQUES DU 11 JANVIER

La Commission d'enquête

La minorité, soucieuse de déterminer les responsabilités collectives des événements douloureux qui ont ensanglanté le meeting de la rue Grange-aux-Belles, et de bannir à tout jamais de pareilles mœurs des assemblées ouvrières, a proposé la constitution d'une commission d'enquête donnant à tous des garanties incontestables d'impartialité.

Pour constituer cette commission, en effet, la minorité avait demandé un délégué à chacune des organisations suivantes : C.G.T.U., C.G.T., U.D.U., U.D.; Fédération des Fonctionnaires, S.U.B., Comité de Défense Sociale.

La C.G.T., l'U.D.U. et le Comité de Défense Sociale n'ont pas répondu.

L'U.D. et la Fédération des Fonctionnaires se sont refusées. Quant à la C.G.T.U., elle a fait connaître qu'elle refusait la C.G.T., l'U.D. et le S.U.B. et le Comité de Défense Sociale.

Le Bureau de la minorité lui a demandé d'indiquer comment dans ces conditions elle estimait que devrait être composée la Commission d'enquête.

La C.G.T.U. n'a pas répondu à cette question.

Aussi, et devant la carence des organismes centraux la minorité fait-elle appel à tous les syndicats parisiens confédérés et unitaires, quelle que soit leur tendance.

Elle leur demande de faire connaître à Jouteau ou à Lartigue, 33, rue de la Grange-aux-Belles :

1° S'ils sont partisans de la constitution d'une commission d'enquête;

2° Si le cas échéant, ils seraient disposés à désigner un délégué pour faire partie de cette commission.

Dès que les réponses seront parvenues en nombre suffisant, la minorité organisera une réunion de délégués de toutes les organisations favorables à une commission d'enquête, et c'est cette réunion qui déterminera la composition définitive de cette commission.

La minorité demande instamment à tous les syndicats soucieux d'établir la vérité et de la faire connaître, d'écrire de toute urgence aux camarades indiqués ci-dessus.

Enfin, et pour augmenter les garanties d'impartialité, lorsque la commission aura constitué son dossier, elle pourra faire appel à des représentants d'organisations syndicales de province pour ériger avec eux, après qu'ils auront pris connaissance du dossier, les conclusions définitives qui seront livrées à la presse.

Pour la minorité, les secrétaires généraux :
JOUTEAU, LARTIGUE.

Dans la chaussure

Nous rappelons que l'assemblée générale extraordinaire aura lieu aujourd'hui à la Bourse du Travail. Tous les adhérents devront être présents et munis de leurs cartes. Le conseil rendra compte de son activité en ce qui concerne le mouvement des salaires, et des dispositions seront prises pour la réussite de notre revendication.

Les camarades de la maison Daniel ont obtenu au minimum les salaires de la maison Michaud, et ceux de chez Michaud ont obtenu les vacances payées, réserves faites, bien entendu, des augmentations ultérieures pour cherté de vie. Le personnel était syndiqué depuis longtemps, dans la proportion de 50 0/0. Maintenant, c'est du 90 0/0.

Les travailleurs de la chaussure se rendront compte qu'il est indispensable d'être organisés pour avoir des conditions de travail meilleures.

Samedi à 14 h. 30, réunion générale de la corporation à la Bourse du Travail, syndiqués ou non syndiqués.

Deux maisons sont en grève : les maisons Mastro et Valsamis. Ces camarades ont pris les devants, et sont bien décidés à obtenir le relèvement des salaires.

Les ouvriers sont priés de ne pas se présenter dans ces deux maisons.

DANS LES P. T. T.

La main-d'œuvre au tarif forfaitaire

Des plaintes nombreuses, émanant des ouvriers de main-d'œuvre embauchés au tarif forfaitaire, parviennent au Bureau de la P.T.T. au sujet des salaires qui sont attribués dans les départements. Ces plaintes sont fondées. Dans certains centres la rétribution allouée est dérisoire.

En Vendée, par exemple, des hommes sont embauchés à 8 francs par jour ! Dans l'Hérault à 12 frs. Comment, dans ces conditions, un père de famille peut-il arriver à subvenir à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille ? C'est chose impossible. La misère règne en permanence au foyer.

Maintes fois nous nous sommes élevés contre cette pratique car si, en principe, les salaires sont discutés de gré à gré entre l'employeur et l'employé, dans la réalité l'homme qui sollicite du travail est toujours obligé d'accepter le tarif qui lui est proposé et qui, comme bien entendu, se trouve toujours être le plus bas.

Il faut manger et, à défaut de tartine beurrée, le malheureux accepte le morceau de pain sec.

Cependant, les résultats d'une telle organisation commencent à se manifester.

L'Administration ne trouve plus de main-d'œuvre. Nous n'en voulons pour preuve que la présente note dont nous donnons ci-dessous la copie, qui vient d'être adressée à tous les chefs d'ateliers de la Direction des Services Téléphoniques de la région de Paris.

NOTE pour Messieurs les Chefs d'Ateliers :

Le salaire attribué actuellement aux ouvriers de main-d'œuvre embauchés depuis le 1er septembre dernier est de 18.30. A cette somme s'ajoute éventuellement l'indemnité d'égouts. Il a été décidé qu'après trois mois de services effectifs le salaire des ouvriers de cette catégorie pourrait être porté à 19.68, salaire des anciens mains-d'œuvre, plus l'indemnité d'égouts. S'il ont été au cours de cette période très bien notés par leurs chefs.

En conséquence, vous aurez à me fournir avant le 1er de chaque mois et jusqu'à nouvel avis votre appréciation sur la manière de servir des ouvriers de main-d'œuvre qui ont été placés sous vos ordres.

Etant données les difficultés actuelles du recrutement des mains-d'œuvre, je vous prie de porter les dispositions ci-dessus à la connaissance des ouvriers de vos équipes afin qu'ils puissent, le cas échéant, renvoyer exactement les intéressés et provoquer de nouvelles candidatures, si l'occasion leur en est offerte.

Signé : AGUILLON.

Souhaitons que l'Administration, reconnaissant son erreur, donne des ordres au plus vite pour la suppression de ce bon vieux embauchage au tarif forfaitaire. Elle permettra ainsi à son personnel auxiliaire de vivre un peu plus décemment. En même temps les offres d'emplois se feront plus nombreuses, le travail sera mieux exécuté et chacun sera à peu près satisfait.

E. SOREAU.

Secrétaire Technique des Ouvriers.

A L'UNION CONFEDEREE

Le Comité Général

Le Comité général de l'Union des syndicats confédérés s'est tenu le 31 janvier, à la Bourse. Les syndicats étaient représentés par 80 délégués.

Un ordre du jour sur l'unité a été voté. Il reprouve les commissions syndicales du Parti communiste.

Les statuts concernant la fusion de Seine et de Seine-et-Oise ont été adoptés.

Les secrétaires Guiraud et Baffini ont fait un rapport moral qui a été approuvé, ainsi que le rapport financier présenté par Daveau, au nom de la Commission de contrôle. Ce rapport indique une encaisse de 81.431 fr. 70.

Le Comité général a ensuite voté une protestation contre la mauvaise volonté parlementaire et gouvernementale au sujet des assurances sociales.

La somme de 500 francs a été allouée aux familles des victimes du 11 janvier.

Le Comité général s'est terminé par un ordre du jour réclamant l'amnistie dans tous les pays où s'exerce la répression : France, Espagne, Italie, Russie, etc.

DANS LA LITHOGRAPHIE PARISIENNE

Le mouvement des salaires

L'accord s'étant fait avec la chambre patronale sur la question de relèvement des salaires, les camarades travaillant dans les imprimeries qui n'ont pas encore été touchés doivent, à la lecture du présent avis, demander à leur patron l'application de notre revendication, c'est-à-dire un relèvement des salaires de 50 centimes par heure sur tous les salaires des ouvriers qualifiés (graineurs inclus), de 25 centimes pour les margueurs et de 1 franc par jour pour les receveurs.

Les camarades sont priés d'aviser immédiatement le bureau syndical des acceptations ou refus qui leurs seront faits.

Il est rappelé aussi à tous que le pourcentage de grève doit être acquitté dans le plus bref délai. Il est de 3 francs par semaine pour les deux dernières semaines de décembre 1923. Les trois premières semaines de janvier, il est de 10 % sur les salaires. Depuis le 20 janvier, il est porté à 15 0/0 jusqu'au samedi 2 février. Il est, par décision du comité de grève, ramené à 5 % à partir du 2 février et se continuera jusqu'à nouvel ordre. L'impôt de grève des margueurs sera de 5 % comme pour les ouvriers. Les margueurs, avec application des mêmes dates, doivent payer : 1° 1 fr. 50 ; 2° 5 % ; 3° 10 0/0.

Les délégués d'ateliers sont priés de contrôler sérieusement la rentrée des impôts.

En ce qui concerne les camarades ayant été en grève depuis au moins quatre semaines, ils seront exonérés de pourcentage pendant trois semaines à partir de leur reprise du travail.

Le comité de grève a décidé en outre de publier incessamment le nom des camarades qui se trouveraient en retard de leurs impôts de grève de façon que les sanctions qui leur seront infligées puissent être appliquées sans pitié pour les quelques inconscients qui n'ont pas compris l'importance du rôle que le devoir leur imposait.

Les heures supplémentaires ne seront autorisées que sur avis favorable du comité de grève.

Le secrétaire : MANGEOT.

Le comité de grève a décidé en outre de publier incessamment le nom des camarades qui se trouveraient en retard de leurs impôts de grève de façon que les sanctions qui leur seront infligées puissent être appliquées sans pitié pour les quelques inconscients qui n'ont pas compris l'importance du rôle que le devoir leur imposait.

Les heures supplémentaires ne seront autorisées que sur avis favorable du comité de grève.

Le secrétaire : MANGEOT.

RÉPONSE à un spécialiste

Dans un article paru dans l'Humanité, intitulé : « Comment se suicide une minorité », un spécialiste de la maison examine la situation de la minorité de la C. G. T. U. et se nourrit, prenant ses desirs pour des réalités, conclut en proclamant notre mort et nous enterre purement et simplement.

Allons, les beni-où-oui, un peu de patience, je sais bien que cette minorité dont vous proclamez la faillite, vous gêne, que votre secret désir est d'épurer la C.G.T.U. des syndicalistes et de faire de cette organisation où nous avons mis tous nos espoirs une succursale du parti où les bons bougres d'ouvriers n'auraient plus qu'un droit : celui de se taire et de payer les cotisations syndicales qui serviraient à engraisser les syndiqués de la dernière heure, lesquels, à l'heure actuelle, font figure de militants dans les organismes dirigeants de la C.G.T.U.

Parlant de la Fédération postale, le spécialiste déclare d'une façon péremptoire, qu'après la tenue du dernier conseil national, Lartigue peut se considérer comme débarqué au prochain Congrès de sa Fédération.

J'ai assisté au conseil national de notre fédération et j'ai eu l'impression que le parti communiste avait eu d'une façon intensive en se servant des événements de la rue de la Grange-aux-Belles pour jeter le trouble dans l'esprit de nos camarades de province, j'ai mis les choses au point dans un exposé que je fis au conseil national en m'élevant contre les mensonges de l'Humanité, et personne ne contesta mes affirmations.

Malgré toutes les manœuvres, le Conseil national se déclara contre les commissions syndicales du parti communiste.

Enfin, après avoir passé en revue les fédérations des services publics et des P.T.T. le spécialiste, averti constata que la position prise par le S. U. B. constitue un point noir, mais, prenant son parti de cette situation qui peut conduire la Fédération du bâtiment à l'autonomie, notre bonhomme conclut en proclamant la C.G.T.U. le centre de l'axe du mouvement prolétarien.

Elle grandira, dit-il, lorsque débarrassée de tous les empêchements de danser en rond elle pourra mieux se livrer à un travail pratique en passant un coup de pied en vache à la vieille C. G. T. qui, parait-il, se dégonflera après les élections et dans un couplet final.

Ce bon employé annonce les temps nouveaux qui seront les jours de cueillette pour la C.G.T.U. et aussi des jours vengeurs probablement dans le genre de ceux du meeting du 11.

Qu'y a-t-il derrière ces galimatias ? La volonté bien arrêtée de se débarrasser des syndicalistes, de tous ceux qui ne voudront pas se plier aux ordres émanant des chefs de la tribu des beni-où-oui du parti communiste qui aura réussi à disloquer les syndicalismes comme il a désagréé l'A.R.A.C., la fédération sportive du travail, comme il a tenté de le faire dans les coopératives et aux locataires.

Puis se tournant vers les masses abusées il se proclamera le seul parti révolutionnaire capable de conduire le peuple à son émancipation.

Devons-nous assister impassibles à cette main-mise d'un parti sur le syndicalisme ? Non ! il faut réagir vigoureusement et nos amis du bâtiment ont commencé le redressement qui s'impose.

En ce qui concerne notre fédération que les apprentis dictateurs patientent et qu'ils ne vendent pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué, car malgré l'appui qui leur est largement accordé par le grand parti des masses, les postiers de ce pays ne sont pas absolument gangrenés et nous ferons entendre la parole syndicaliste dans les deux mois qui précéderont notre congrès, nous parcourrons la France et nous rétablirons la vérité faussée par le torrent de calomnies que déverse sur la minorité syndicaliste un journal qui, ô dérision ! s'intitule l'Humanité.

PEYTAUD.

LE CONFLIT de la Verrerie ouvrière d'Albi

Les ouvriers syndiqués confédérés et autonomes ont pris possession de la Verrerie ouvrière.

On ne connaît pas bien l'attitude des syndiqués unitaires.

Avant de prendre position dans ce conflit, nous voulons nous renseigner à toutes les sources, entendre tous les sons de cloche.

Une chose nous apparaît de prime abord bien regrettable. Pourquoi trois syndicats ? S'il y a des endroits où l'unité doit se faire, c'est bien dans les coopératives de production.

A demain donc pour des renseignements certains.

Communiqués Syndicaux

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 heures 30 précises, au siège.

Fédération postale unitaire. — Réunion de la Commission du Journal ce soir, à 18 heures, au siège, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Alimentation. — Ce soir, 21 heures, à la Maison de la Coopération, 23, boulevard du Temple, grande fête familiale et bal de nuit.

Invitation cordiale aux travailleurs des deux sexes : hôtels, cafés, restaurants et bouillons.

Comité fédéral révolutionnaire de l'Alimentation. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 h. 30 précises, au siège, 20, rue du Bouloi.

Amusement parisien. — Réunions de demain : Maisons : Neuman, Labara, Thiebaut, Colange, Bigot, Amoras et Freych, toutes à Fontenay-sous-Bois. Réunion générale des ouvriers et ouvrières de ces maisons, à 18 heures, salle de la Coopération, premier étage, 5, rue de la République, à Fontenay-sous-Bois. Orateurs : Henri et De Groote.

Boulangers. — Ce soir, à 17 heures, 2, rue Saint-Bernard, réunion pour les 11^e et 12^e. Délégués : Polard, Lichon.

Pavillons-sous-Bois. A 17 heures, fourche de Pavillons. Délégué : Boville.

18^e arrondissement. A 17 heures, à la Gerbe, 18, boulevard Ornano. Délégué : Prévost.

Minoriété de la Chaussure. — Camarades syndicalistes, allez-vous vous ressaisir, après la situation qui nous est faite ? Allez-vous comprendre la nécessité de l'organisation de la Minoriété pour défendre notre conception du syndicalisme contre l'ennemi politique, et ne plus vous reposer sur les quelques camarades qui ont à charge de mener la lutte ?

Nous espérons que vous comprendrez la situation et que vous vous ferez un devoir d'assister à la réunion qui aura lieu jeudi 7 février, à 8 h. 30, à la Bourse, salle des Commissions, 1^e étage, pour organiser la Minoriété.

Nous espérons que vous amèneriez des camarades sympathisants. Il n'en manque pas dans notre organisation.

Charcutiers-Saisonnières. — Le Syndicat a tenu son assemblée générale dimanche après-midi, rue Grange-aux-Belles.

L'attitude syndicaliste du Conseil et du délégué à l'Union départementale a été approuvée.

Cheminsots Paris P.O. — Réunion du Comité syndical ce soir, à 20 h. 30, au siège, 127, rue du Chevaleret.

Section des Hospitaliers. — Les délégués sont priés de venir retirer les tracts.

Ce soir, les Hospitaliers devront avoir à cœur d'assister au meeting pour l'amnistie, rue Danton, aux Sociétés savantes.

Métaux. — Réunions de ce soir : Maisons de Fleury-Labryère. A 17 heures, Maison du Peuple, 23, boulevard Auguste-Blanc, Choisy.

Section du Bronze. A 19 heures, Bourse du Travail, salle des Commissions, réunion du Conseil.

Jeunesse syndicaliste des Métaux. — La Jeunesse se réunira demain, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, petite salle des Grèves.

Le camarade Tiblement fera une causerie sur « l'idée de grève ».

Nous faisons un appel à tous les jeunes métallurgistes, syndiqués et non syndiqués, pour qu'ils viennent à cette causerie éducative.

Les membres de la Jeunesse sont priés de se mettre à jour de leurs cotisations.

Métallurgistes autonomes. — Samedi dernier, le Syndicat autonome des Métaux de la Seine s'est réuni pour la première fois. Nous avons eu la joie de voir revenir des copains qui avaient quitté l'organisation depuis que celle-ci était dans les mains des moscovites. Nous savons qu'il y a d'autres écarts qui viendront nous aider dans notre tâche, quand ils sauront que nous voulons une organisation qui marche sur des bases fédéralistes.

Tous à l'œuvre pour le redressement syndical ! La Commission se réunira ce soir, à 20 h. 30, Bourse du Travail.

Terrassiers. — Nécrologie : Les obsèques de notre camarade Michel Jean-Louis auront lieu aujourd'hui, à 15 heures.

On se réunira, impasse Thiberville, à Gentilly (Seine).

Jeunesse syndicaliste des 5^e et 6^e arrondissements. — Tous les jeunes camarades de ces arrondissements sont cordialement invités à la réunion qui aura lieu ce soir, à 20 h. 30, 6, rue Lanneau, salle Salsac. Une causerie sera faite par un camarade.

Jeunesse syndicaliste du 14^e. — Ce soir, à 20 h. 30, 111, rue du Château : Causerie par un camarade. Diverses questions.

DANS LE S.U.B.
PERMANENCE PRUD'HOMALE. Ce soir, de 19 à 20 heures, bureau 13.

BIBLIOTHEQUE. — Des camarades insouciants conservent des livres plus d'un mois, certains un an ; non seulement ils obligent l'organisation à leur écrire pour les rappeler aux conventions, mais, surtout, ils lésent les camarades qui désirent lire les bouquins. La liste de ces oublieux paraîtra dans le prochain « Proletaire ».

JOURNAL. — Il est rappelé aux camarades que le « Proletaire » paraît au début de chaque mois et indique les dates des réunions de sections techniques et locales ainsi que celles d'A.G.

Dans le dernier numéro, une erreur de mise en page a interchangé les convocations du 10 février à 9 heures du matin. Il faut lire : Charpentiers en fer, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Maçonnerie-pierre, salle Ferrer, Bourse du Travail ;

Brigadeurs-Fumistes industriels, salle Varlin, Bourse du Travail ;

Charpentiers en bois, salle Jaurès, Bourse du Travail.

MAÇONNERIE-PIERRE. — Les camarades connaissant l'adresse de la Ribière Fernand sont priés d'en informer le Bureau.

SERRURERIE ET CONSTRUCTION METALLIQUE. — La 13^e Région fédérale ayant élaboré son cahier de revendications pour l'action de cette année, les camarades de notre Section sont instamment invités à assister à l'assem-

blée générale qui se tiendra le 10 février, salle Fernand-Pelloutier, 8, avenue Mathurin-Moreau. Ordre du jour : Lecture du procès-verbal ; Examen du cahier de revendications ; Propagande et Recrutement dans les ateliers et usines ; Questions diverses.

Minoriété syndicaliste d'Alais. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, Bourse du Travail.

Les camarades Roux et Vuilleumet expliqueront le travail à faire.

Groupe de la Minoriété syndicaliste de Rennes. — Le Bureau invite tous les camarades du Groupement à assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 8 février, à 20 heures 30, Halle aux Toiles.

Operai organizzati italiani. — Tutti gli operai italiani, organizzati nei sindacati unitari della Senna, sono convocati di urgenza per stasera mercoledì 6 febbraio corr., alle ore 8 e mezza precisa, nella sala della Maison des Syndicats, à via Mathurin-Moreau, N. 8, metro : Combat, per comunicazioni della più grande importanza.

Facciamo viva preghiera per la puntualità.

La Vie de l'Union Anarchiste

Réunion du Conseil d'Administration du "Libertaire"

En raison du meeting pour l'amnistie qui aura lieu ce soir aux Sociétés Savantes, la réunion du Conseil d'Administration est reportée à demain soir, à l'heure et au local habituels.

AVIS

Les camarades qui ont adressé des fonds « Libertaire » pour venir en aide aux familles des victimes du 11 janvier, sont informés que le montant de leurs souscriptions, au lieu d'être déduit sur la liste parue dans le numéro du 4 février, a été porté en bloc sous la mention : « Versé par la Librairie sociale : 461 fr. 55. »

Paris et Banlieue

Ecole du Propagandiste anarchiste. — Aujourd'hui, 51, rue du Château-d'Eau (métro : Château-d'Eau), à 21 heures : Cours primaire de français pour illettrés et camarades étrangers.

Union anarchiste française. — Samedi 16 février 1924, dans la salle de l'Utilité sociale, 94, boulevard Auguste-Blanc (métro : Glacière), à 20 h. 30 : Grande Soirée artistique franco-italienne, au profit des victimes du fascisme. Prix d'entrée : 2 fr. 50.

Groupe anarchiste individualiste du 14^e arrondissement. — Réunion ce soir mercredi, à 20 h. 30 : Causerie par le camarade André sur le sujet suivant : « La Violence, facteur d'évolution et d'émancipation sociale. » Invitation cordiale à tous les sympathiques.

Groupe du 18^e. — A cause du meeting de l'Amnistie qui doit avoir lieu ce soir, et pour que les camarades y soient nombreux, la réunion du Groupe est reportée pour demain jeudi, à 20 h. 30, salle Hermonnier, 77, boulevard Barbès. Il sera fait une causerie par un copain sur « l'Art ancien, égyptien et grec ».

Invitation cordiale à tous les copains.

Groupe de Bordeaux. — Le Groupe se réunit mercredi, à 20 h. 30, place de la République.

Discussion : « Pour ou contre le progrès dans la société future. »

Fédération anarchiste du Nord et du Pas-de-Province

AUX GROUPEMENTS ET INDIVIDUALISTES DE LA REGION DU CENTRE

Les groupes et les individualités de la région du Centre sont invités une dernière fois à assister à la réunion constitutive de notre groupement fédéral du Centre. Tous les anarchistes sans exception sont invités à y participer dans un but d'union et de concorde entre anarchistes. Les anarchistes qui pensent — tous doivent le penser — que, devant le fascisme et les ravages de l'autorité sous toutes les formes, nous devons faire œuvre positive de propagande et d'action, auront à cœur de venir combattre avec nous.

Il y a encore des anarchistes qui, sous prétexte d'individualisme, se tiennent à l'écart de nos travaux et même, nourrissent contre le groupement fédéral une hostilité. En ce moment, l'alliance de tous les anarchistes est indispensable. La réunion aura lieu le 10 février courant, à Montluçon. Elle commencera à 8 h. 30 du matin. Les compagnons seront attendus à la gare ; toutefois, bien prendre l'adresse du camarade Paul Meiller, rue de la Solidarité prolongée, qui donnera tous renseignements et conduira à la salle de réunion.

Groupes théâtraux. — Adhésions et répétition ce soir, à 20 h. 30, brasserie de la Mairie, 61, faubourg Saint-Martin.

Le camarade à qui l'on a donné le rôle de M. Martel, dans « Fin de mois », est prié de venir ou de nous écrire, s'il lui est impossible de continuer.

La Muse du 13^e. société de propagande par la chanson, se tient à la disposition de tous les groupements pour l'organisation de leurs fêtes et prêts de concours.

Ecrire : 163, boulevard de l'Hôpital, Paris.